



Conseil économique et social

Distr. générale
13 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par la Fondation Sommet mondial des femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Plaidoyer en faveur de l'organisation d'une cinquième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes et de réunions parallèles d'organisations non gouvernementales

Nous exhortons l'Assemblée générale des Nations Unies à appuyer une résolution visant à convoquer la cinquième Conférence mondiale sur les femmes dans un délai de trois ans. Les objectifs contenus dans les déclarations et les résolutions relatives aux droits fondamentaux des femmes ne pourront être atteints que lorsque la violence envers les femmes et les enfants sera considérée comme inacceptable sur les plans moral et spirituel et assortie de conséquences juridiques, et que les gouvernements assumeront leurs engagements. Ces objectifs ne pourront être réalisés que si les femmes agissent pour leur propre compte, favorisant ainsi la volonté politique de les mettre en œuvre des hauts dirigeants. L'autonomisation des femmes et l'égalité des genres sont des conditions à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. Pour y parvenir, la volonté politique de faire de ces objectifs une priorité nationale et internationale doit exister. La mobilisation des femmes pour leur propre cause a souvent été la seule raison, sinon la plus efficace des progrès qui ont été accomplis jusqu'à présent. Une cinquième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes permettrait d'accélérer ce processus.

Les femmes doivent militer pour leur propre cause; à défaut de quoi, elles continueront de passer après les hommes ou leurs priorités seront reléguées après celles des institutions ou des partis politiques. Telles sont les conclusions d'une étude sur les violences faites aux femmes publiée en 2012 dans l'*American Political Science Review*. Les auteurs de cette étude ont constaté que seuls les mouvements féministes forts étaient en mesure de se faire entendre et de s'organiser en fonction des priorités les plus importantes des femmes. Les femmes veulent un monde digne des enfants. L'étude a révélé des taux étonnamment élevés de violence sexuelle, de harcèlement criminel, de traite, de violence dans les relations intimes et d'autres formes de violence physique et psychologique ciblant des femmes. L'étude a couvert toutes les régions du monde, rassemblant divers degrés de démocratie, de richesse et de pauvreté ainsi qu'une grande variété de religions. Elle est représentative de 85 % de la population mondiale.

La cinquième Conférence mondiale sur les femmes serait la première conférence de ce type à être organisée au XXI^e siècle et depuis que l'utilisation généralisée d'Internet et des technologies permet dans toutes les villes d'attirer l'attention de chaque utilisateur d'un dispositif Internet sur les problèmes et les solutions possibles. La conférence parallèle des organisations non gouvernementales (ONG) et des représentants de la société civile serait parrainée par l'Organisation des Nations Unies. Les débats porteraient principalement sur l'enseignement des meilleures pratiques, l'appui à la mise en réseau et la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité et des objectifs de développement durable. La Conférence contribuerait au développement de la prochaine génération de dirigeantes locales et mondiales, qui s'y seraient rencontrées.

Une Conférence mondiale sur les femmes organisée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies permettrait d'éveiller les consciences et de mobiliser les réseaux et les cercles de femmes à tous les niveaux de la société dans le monde entier. Elle donnerait au mouvement mondial des femmes l'élan dont il a

besoin pour susciter la volonté politique nécessaire à la réalisation de l'égalité des genres. La volonté politique, associée à la compassion, peut mettre un terme aux nombreuses formes de violences commises à l'encontre des femmes et des filles et faire progresser le « programme maternel » en vertu duquel tous les enfants reçoivent ce que chaque mère veut pour son propre enfant, à commencer par une vie libérée de toute crainte de violences. La tenue d'une telle conférence et ses retombées constitueraient une avancée vers l'instauration d'une culture de la paix au sein des familles et dans le monde.

Les efforts déployés à l'échelon local pour mobiliser l'appui nécessaire à l'organisation d'une Conférence mondiale sur les femmes sont soutenus par les deux dirigeants les plus importants de l'Organisation des Nations Unies. En effet, le 8 mars 2012, le Secrétaire général Ban Ki-Moon et le Président de l'Assemblée générale ont, dans une déclaration conjointe, proposé que l'Organisation des Nations Unies convoque une Conférence mondiale sur les femmes, en ces termes : « Étant donné que les femmes représentent la moitié de l'humanité et compte tenu de l'importance et de la pertinence des questions relatives aux femmes pour le progrès social, il est temps qu'une conférence mondiale de ce genre soit convoquée. Elle est d'autant plus importante en raison des énormes changements survenus dans le monde et de leurs implications positives, entre autres, pour les femmes ». Dans leur déclaration, ils ont indiqué que cette conférence pourrait être l'occasion d'aborder les nouveaux enjeux qui ont fait leur apparition depuis la Conférence de Beijing, notamment la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, l'égalité d'accès à un travail décent, l'efficacité de l'aide, la sécurité alimentaire, la traite, la drogue, la migration, l'environnement, les changements climatiques et les technologies de l'information, lesquelles problématiques ont toutes une incidence sur les femmes.

L'appel conjoint du Secrétaire général et du Président de la soixante-sixième Assemblée générale à la tenue d'une cinquième Conférence mondiale sur les femmes a abouti à un projet de résolution qui a été examiné de manière informelle, mais qui n'a pas recueilli un appui suffisant pour être mis aux voix. Tout État Membre peut remettre la question sur la table.

Nous soutenons qu'un monde sûr pour les femmes est un monde où les enfants sont en sécurité et qu'un monde sûr pour les enfants n'engendre pas de terroristes dans les foyers ou dans les pays. Pour ce faire et pour que la paix et la stabilité soient rendues possibles, les femmes doivent obtenir l'égalité avec les hommes et devenir autonomes. À défaut de cela, le modèle du dominant s'impose, c'est-à-dire que l'exercice du pouvoir sur autrui et le recours à la force sont intégrés dans les familles et les sociétés, que les filles ne sont pas importantes et que l'on apprend aux garçons à dominer les autres ou à être dominé. Ils apprennent que l'on est soit un gagnant soit un perdant et que dominer par le biais de la moquerie, de la contrainte physique, de l'intimidation ou du vol entraîne le respect. C'est cet esprit que la société patriarcale inculque aux garçons et aux hommes. Les garçons qui ne sont pas protégés du harcèlement rêvent de prendre leur revanche. Ils peuvent alors devenir des hommes qui infligent aux autres ce qu'ils ont subi (en s'identifiant à l'agresseur). Ils peuvent chercher à se venger en tant que groupe afin de combattre les sentiments d'impuissance, d'inutilité et d'humiliation. Lorsque les femmes sont définies uniquement par leur rapport aux hommes, elles incarnent le moyen par lequel des hommes en humilient d'autres en violant leurs compagnes.

Lors du Forum organisé à Genève en 2014 par le Comité ONG de la Condition de la Femme dans le cadre de la Réunion régionale d'examen de la Commission économique pour l'Europe, nous avons exprimé l'espoir de voir l'Inde porter la résolution à l'attention de l'Assemblée générale et se proposer en tant que pays d'accueil de la Conférence. À l'occasion de la célébration du Jour de l'indépendance de l'Inde, dans son premier grand discours (14 août 2014), le Premier Ministre Narendra Modi s'est exprimé sur la nécessité de mettre fin aux violences faites aux femmes et à la culture du viol dans le pays. Le fait qu'il s'est exprimé sur ce sujet alors qu'il venait de prendre ses fonctions renforce ses propos et le succès de son parti au cours des récentes élections consolide sa position. Les mouvements féministes les plus actifs du monde se trouvent aujourd'hui en Inde et Modi a fait de la répression de la violence à l'égard des femmes une priorité. La tenue de la cinquième Conférence sur les femmes et du Forum à New Delhi permettrait d'apporter des informations, de l'inspiration et des moyens efficaces pour mettre fin à la violence et parvenir à l'autonomisation des femmes, qui se propageraient dans le monde entier. Quelque 100 000 femmes y participeraient et leurs dépenses stimuleraient l'économie indienne. Quarante mille femmes sont venues à Beijing pour le Forum; elles ont appris les unes des autres, créé des réseaux, noué des amitiés, mis sur pied des activités de mentorat et formé des alliances politiques. Les relations constituent la base sur laquelle les femmes deviennent autonomes et s'inspirent les unes les autres, le moyen qui permet aux organisations et mouvements de femmes de se développer.

Nous comptons également sur l'Amérique du Sud, le seul continent à ne pas avoir accueilli une Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, où, dans le cadre du mouvement #NiUnaMenos visant à mettre fin aux violences faites aux femmes, des centaines de milliers de femmes sont descendues dans les rues pour protester contre la violence commise à leur égard dans les pays d'Amérique latine.

Les plans prévus d'ici à 2030 prévoient d'organiser des réunions régionales et des réunions de haut niveau en vue d'examiner le Programme d'action de Beijing et les objectifs de développement durable et d'établir de nouveaux documents et objectifs. Nul n'est en mesure de mobiliser les femmes locales comme permettrait de le faire une Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes ou d'avoir les répercussions émotionnelles et politiques qu'elle aurait; cette conférence est essentielle à la mise en œuvre des objectifs relatifs aux femmes.

Les femmes comprennent le « programme maternel » visant à ce que tous les enfants reçoivent ce que chaque mère veut pour son propre enfant. Selon des recherches, les femmes adoptent une stratégie de type « soigner et traiter en ami » face au stress, laquelle s'explique par une manifestation d'ocytocine ou une réaction hormonale provoquée par les œstrogènes qui les pousse à créer des liens lorsqu'elles s'expriment sur une situation donnée et de possibles solutions, tandis que les hommes stressés adoptent plutôt une stratégie « de combat ou de fuite », qui s'explique par une montée d'adrénaline et de testostérone, et s'isolent ou deviennent agressifs. Ainsi, les femmes autonomes qui ont obtenu l'égalité avec les hommes contribuent à trouver des solutions pacifiques à la maison et dans le monde.

La lutte contre les violences faites aux femmes a des répercussions qui se propagent du foyer au voisinage au monde entier. Elle implique de mobiliser les femmes locales et la volonté politique des plus hauts dirigeants. Si l'Assemblée générale autorise la tenue d'une cinquième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, les militants locaux et les hauts dirigeants s'y réuniront.

Cette déclaration est soutenue par Women's Intercultural Network.
